

Après le COVID et l'Ukraine, sommes-nous en guerre contre le lycée professionnel ?

C'est en effet une véritable offensive qui est déclenchée depuis le 4 mai 2023 contre la jeunesse des lycées professionnels, cette jeunesse qui représente le tiers des lycéens et qui vit majoritairement dans les quartiers les plus défavorisés.

Une promesse électorale

E. Macron, président candidat, désigne depuis mars 2022 le lycée professionnel comme objectif de guerre. Deux nouveaux ministres sont recrutés en juillet 2022 pour la besogne. Celle pour laquelle ils déclarent aujourd'hui qu'ils ont concerté largement alors que toutes les décisions étaient déjà prises en cachette.

Nous serions étonnés qu'une seule centrale syndicale qui aurait participé à des échanges ministériels sur ce sujet n'ait accepté ni même entendu le ministre évoquer de telles dispositions. De qui se moque-t-on ?! On connaît le goût de ce gouvernement pour le dialogue !

Action & Démocratie CFE-CGC affirme que les mesures prises au Palais de la moquette et applicables dès septembre 2023 sont complètement déconnectées de la réalité.

Une voie d'excellence... mais une voie très étroite

E. Macron parle "d'échec collectif", après 2 réformes Blanquer catastrophiques menées en 2009 sous Sarkozy puis en 2018 sous... Macron ! Sans faire aucune évaluation objective et partagée de ces deux réformes, il déclare du haut de son omniscience le lycée professionnel "grande cause nationale" (!) et affirme engager 651 000 jeunes sur la voie de "l'excellence". Le mot « excellence » est utilisé par les équipes de l'Élysée et du ministère depuis 2002, et on admire le résultat ! La propagande venue des cabinets de consultants ne permettra pas à nos élèves de retrouver les heures d'enseignement perdues lors de la réforme de 2018 ni de celle de 2009 !

Car nos gouvernants actuels et passés méconnaissent totalement ce qu'est la voie professionnelle, ce que sont nos élèves et ce qu'est le marché du travail. Le lycée professionnel actuel dispense à 1/3 des lycéens une formation globale et équilibrée entre

les savoirs généraux, les savoirs professionnels en ateliers au lycée et la mise en application des connaissances acquises au lycée durant les « stages » qui sont en fait des périodes de formation en milieu pro.

Mais maintenant il faudra cesser de former cette future génération à réfléchir ; il y a urgence à former des exécutants, issus des milieux les plus modestes, qui n'auront plus le choix de leur métier et devront se contenter de formations qui répondent aux besoins des entreprises locales. Et si un jour l'un de ces élèves décide de s'installer dans une autre région, que deviendra son diplôme ? Il n'aura plus aucune valeur car non reconnu dans la nouvelle région ?

Rupture d'égalité entre les jeunes en fonction de leur lieu de scolarisation et de vie

Une carte des formations professionnelles qui fait primer les intérêts économiques à court terme aux dépens de l'école républicaine pose de nombreuses questions :

Si des entreprises délocalisent ou ferment, que deviendront les jeunes formés spécifiquement aux besoins de celles-ci ?

Un arrondissement dynamique aura des filières professionnelles à foison tandis que les secteurs plus ruraux et en crise verront leurs filières fermer ?

On a fermé nos filières industrielles en chaudronnerie ou soudage il y a plus de 15 années et il faut aujourd'hui réindustrialiser : combien de savoirs perdus ?

Les métiers changent vite, les entreprises ne savent pas aujourd'hui quels seront les métiers de demain. Afficher 100% d'insertion au lycée professionnel, cela n'avait déjà pas beaucoup de sens auparavant et cela en a encore moins aujourd'hui !

Offrir aux entreprises de la main d'œuvre gratuite

Sans ces dizaines de milliers de stagiaires effectuant souvent des tâches subalternes et répétitives pour remplacer des salariés absents, les entreprises seraient obligées de recruter.

Cette main-d'œuvre servile sera maintenant « gratifiée » de 1,4 € à 2,8 € de l'heure sur le budget de l'Etat ! La politique du gouvernement c'est ici aussi de continuer à peser sur les salaires de tous.

Et avec la réduction de la durée de l'année scolaire en terminale Bac Pro au profit de ces stages, on rogne encore un peu plus sur les enseignements des élèves. Et ne parlons pas de la "reconquête du mois de juin" : les examens de terminale bac pro vont devoir être décalés au mois de mai ce qui diminuera d'autant plus le temps scolaire.

Ce mépris qu'ils portent envers les jeunes et les professeurs de Lycées Professionnels

On peut craindre pour les PLP titulaires dont le poste va être supprimé et qui seront remplacés par des contractuels et des professeurs associés ; ce ne sont pas les explications de Pap Ndiaye ni la plateforme *InserJeunes* qui vont les rassurer : ils pourront «se tourner vers le professorat des écoles ou également vers le collège », car leurs « savoirs restent utiles »... Incroyable !

La mission gouvernementale *InserJeunes* constituée autour de *gameurs* *startupeurs* développe actuellement des outils de maltraitance institutionnelle où l'on peut même découvrir la fermeture de sa classe pour l'année prochaine !

<https://www.inserjeunes.education.gouv.fr/diffusion/accueil>

Faut-il signer un PACTE avec le plus mauvais employeur de France ?

C'est la question que tous les PLP devront se poser car s'ils veulent pouvoir bénéficier du pacte, ils devront signer pour l'ensemble des missions, contrairement aux professeurs des collèges et des lycées, car il s'agit bien ici avant tout de mettre en musique cette nouvelle contre-réforme.

Souvenons-nous de la lutte syndicale engagée pour arriver à l'alignement des PLP aux 18h de service des certifiés. On est passé de 23h à 21 h puis enfin à 18h/semaine. Quelle régression que ce pacte si on y ajoute les 2 heures supplémentaires non refusables soit un **retour à 22h hebdomadaires** !

A nouveau c'est mépriser et méconnaître la réalité de l'investissement des PLP. Les enseignants français sont ceux qui font le plus d'heures devant les élèves, devant des classes les plus chargées d'Europe et qui touchent annuellement près de 1000 euros de moins que les autres fonctionnaires français de même catégorie. Tout ceci n'est que le énième reniement d'une énième macronade électorale qui disait vouloir augmenter de 10% tous les professeurs **sans condition aucune**.

Action & Démocratie revendique que l'ensemble des tâches déjà effectuées soient rémunérées à leur juste valeur.

Action & Démocratie est très attaché aux spécificités du lycée professionnel et au caractère national des règles qui s'y appliquent. Nous n'accepterons jamais que la carte des formations soit décidée localement en fonction des seuls besoins immédiats des entreprises du secteur. Nous refuserons toujours la fin des diplômes nationaux qui assignerait à résidence les élèves de la voie pro. Notre opposition à toute remise en cause du statut des PLP pour l'aligner sur celui des personnels des centres d'apprentissage restera sans faille.